

entre le Canada et les États-Unis. Je tiens à répéter qu'il est difficile de comparer des pommes et des oranges.

● (1815)

Le secteur le plus subventionné de toute l'agriculture canadienne est l'industrie laitière. En tout, le programme laitier coûte au gouvernement fédéral près de 300 millions de dollars par année. C'est 100 millions de plus que le budget de recherche du ministère de l'Agriculture pour cette année. Cependant, si nous voulons être justes, nous devons dire que cette subvention aux produits laitiers profite presque exclusivement aux consommateurs. Si les agriculteurs ne la touchaient pas, les prix à la consommation seraient supérieurs, et on arrive ainsi au dilemme dont j'ai parlé au début de ma brève intervention, dilemme posé par la façon de s'y reconnaître si l'on considère, comme nous le faisons si souvent, que la subvention versée aux producteurs laitiers est, en fait, une subvention aux consommateurs. Doit-on en tenir compte ou non lorsqu'on fait une comparaison? Doit-on n'en faire aucun cas dans les calculs. Cela devient un problème de définition.

Toujours est-il que la subvention aux produits laitiers, qui fait partie intégrante du programme laitier, a largement profité et aux producteurs et aux consommateurs. Notre système de gestion des approvisionnements a permis à la production laitière de suivre de très près la demande. Bien sûr, au cours des années passées, il y a eu des cas de surproduction, mais ils ne sont pas comparables à ceux qu'ont connus le Marché commun et les États-Unis.

On n'a, pour s'en convaincre, qu'à revenir à la réponse donnée par le ministre au cours de la période des questions d'aujourd'hui. Il a signalé alors que le Marché commun disposait à l'heure actuelle de surplus de lait en poudre jamais vus au Canada. Les Américains sont dans la même situation. Au Canada, par contre, notre lait en poudre est vendu pour jusqu'au mois de juin de l'année prochaine. On peut se demander si le programme devrait être critiqué comme il l'est dans certains milieux.

Il faut reconnaître que la subvention laitière fait partie intégrante du programme laitier et qu'elle a rapporté de gros avantages et aux producteurs et aux consommateurs.

Les pays de la Communauté économique européenne ont actuellement des montagnes de beurre en stock, près de 650,000 tonnes. Selon le ministre, en avril dernier, les États-Unis avaient des excédents de près de 600,000 tonnes de lait soluble et un quart de million de tonnes de beurre. Ensemble, la Communauté européenne et les États-Unis vont dépenser 8 milliards de dollars pour financer leurs programmes laitiers respectifs cette année; j'estime que nous ne faisons pas si mal en consacrant nous-mêmes 300 millions de dollars à notre propre programme.

Bon an mal an, nous avons débloqué, dans le cadre du programme de stabilisation, près de 50 millions de dollars par année en versements d'appoint aux agriculteurs lorsque leurs recettes étaient inférieures au prix indicatif. Je suis fort bien placé pour parler des paiements de stabilisation. Je repète que les cultures en serres dans ma circonscription représentent 80 p. 100 de toute la production canadienne. J'affirme donc que sans le programme de stabilisation, je ne pourrais pas en dire autant à la Chambre aujourd'hui. Même au cours des deux ou trois dernières années, ces producteurs se sont prévalus à maintes reprises de ce programme lorsque les prix obtenus sur les

Subventions agricoles

marchés ne compensaient pas le coût de la production et ne leur laissaient aucun bénéfice.

Cette année, le budget qui a été prévu pour stabiliser les prix est de l'ordre de 70 millions de dollars environ. Nos voisins des États-Unis diraient qu'il s'agit d'un programme de subventions, mais ne serait-ce pas plutôt parler un programme à caractère social qui a permis à notre agriculture de survivre ou du moins de devenir rentable dans les années qui vont suivre?

Nous allons aussi verser environ 140 millions de dollars à la caisse de stabilisation du prix des grains des Prairies, même si on ne s'attend pas à ce que le versement soit effectué. Par comparaison, les États-Unis ont dépensé 22 milliards de dollars pour soutenir leur agriculture jusqu'ici, surtout dans le cadre du programme des paiements en espèces. Il se pourrait qu'ils dépensent 30 milliards de dollars d'ici la fin de l'année.

En ne comptant pas les subventions à la production laitière, le Canada a dépensé plus de 1 milliard de dollars en versements d'appoint depuis que la loi sur la stabilisation des prix agricoles a été adoptée en 1957. Au cours des dernières années, les gouvernements provinciaux ont mis sur pied différents programmes de stabilisation des prix de la viande rouge. Nous croyons qu'ils ont dépensé à ce chapitre depuis huit ans environ 500 millions de dollars auxquels s'ajoutent les 214 millions que le gouvernement fédéral a lui-même débloqués pour ce secteur.

M. de Jong: Monsieur le Président, le député me permettrait-il de lui poser une très courte question?

● (1820)

M. Daudlin: Si, quand j'en aurai terminé, je disposais encore d'un peu de temps de parole, je répondrais volontiers au député. J'ai encore certaines choses à dire. Quand je les aurai dites et si le temps me le permet, je répondrai volontiers...

M. Taylor: Vous n'avez rien dit.

M. Daudlin: Dommage que le député d'en face m'ait écouté d'une façon si distraite, car il n'a guère compris ce que j'ai dit. Si seulement il arrivait à fixer son attention pendant quelques instants—oui, je sais qu'il n'y arrive pas sans mal—et s'il arrivait à saisir ne serait-ce qu'une partie de mes propos, je me réjouirais...

M. Taylor: Dites-nous donc quelque chose qui ne soit pas des balivernes.

M. Daudlin: Il est regrettable qu'un député tienne pour des balivernes des données qui revêtent pourtant tant d'importance pour l'agriculture. Je croyais que le député venait de la campagne.

M. Taylor: C'est vous qui dites des sottises.

Le président suppléant (M. Corbin): Si le député d'Essex-Kent (M. Daudlin) a la parole, c'est pour faire un exposé. Il devrait pouvoir parler sans être interrompu.

M. Daudlin: Voyons un peu l'assurance-récolte. Cette année, le gouvernement fédéral va allouer à cet excellent programme quelque 140 millions de dollars, soit l'équivalent des primes que versent les agriculteurs participants. C'est vrai que nous subventionnons l'assurance-récolte. Si nous ne le faisons pas, les primes que versent les agriculteurs seraient beaucoup trop élevées, de sorte qu'il suffirait d'une ou de deux récoltes désas-